

Médias français : que devient l'objectivité ?



[Source : Observatoire du mensonge]

[NdNM : On peut facilement constater les mêmes travers pour les médias canadiens et états-uniens, au moins.]

La majorité des journalistes français ne sont plus là pour vous informer mais pour vous forcer à penser comme eux.

Médias français : que devient l'objectivité ?

Par Hervé Azoulay

« La philosophie nous enseigne à douter de ce qui nous paraît évident. La propagande, au contraire, nous enseigne à accepter pour évident ce dont il serait raisonnable de douter. »

Aldous Huxley

Les élections américaines ont donné un nouveau visage aux médias français et il n'est pas réjouissant. Après avoir oublié leur rôle d'observateurs impartiaux, après avoir passé leur temps à démolir Trump par tous les moyens, après avoir soigneusement dissimulé les scandales liés à Biden et à son fils, ignoré les fraudes électorales, voici les princes de la désinformation devant leurs responsabilités. Quelle sera la prochaine étape ? Alors les médias avez-vous oublié les bases du journalisme ? Est-ce l'idée que nous nous faisons des médias subventionnés par nos impôts ? Je ne suis pas un fan inconditionnel du Président Trump, mais il mérite d'être défendu car il est accusé injustement et interdit d'information par tous les médias. Mais aussi dérangeantes que soient sa personnalité et son caractère, ce n'est pas une excuse légitime pour les journalistes de penser qu'ils ont un devoir civique de s'assurer qu'il n'obtienne pas un second mandat. Vous ne pouvez pas avoir un pays libre sans une presse libre, mais vous ne pouvez pas non plus avoir un pays libre sans une presse équitable surtout si elle prend parti et pense qu'elle a l'obligation de se débarrasser d'un président qu'elle n'aime pas. La majorité des journalistes français ne sont plus là pour vous informer

mais pour vous forcer à penser comme eux. Heureusement qu'il existe encore quelques journalistes de talent pour relever la médiocrité de certains qui ont oublié les principes de l'objectivité.

Danger pour la démocratie

La nouvelle classe dominante mondiale, les GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple) et les groupes financiers associés, concentrent entre quelques mains des fortunes telles que la planète n'en avait jamais connues. Cela devient une barbarie technologique autoritaire plutôt qu'un âge d'or d'épanouissement de l'humanité grâce aux progrès des sciences et des techniques. Les GAFA disposent de plateformes numériques à très lourds investissements financiers et bien calibrées pour gérer des milliards d'individus. Ces entreprises deviennent des nœuds incontournables sur le contrôle et la maîtrise de l'information et font peser une menace sur les citoyens, leurs objectifs étant de servir leurs propres intérêts financiers ainsi que ceux de leurs amis sans penser un seul instant à l'intérêt collectif ! Il faudra très rapidement diluer leur pouvoir médiatique par des cessions d'activités. Quant aux médias, ils ne sont pas populaires ces derniers temps. Critiqués, bousculés, violentés, ils sont la cible des gilets jaunes, notamment. On leur reproche leur partialité, leur soumission aux pouvoirs politiques et économiques. Le doute s'est immiscé depuis longtemps et il est le fruit des nombreux mensonges et manipulations dont les citoyens ont été l'objet depuis la fin des années 80. Qu'on se rappelle le nuage de Tchernobyl opportunément stoppé à la frontière (1986) et déjà tous ceux qui critiquaient cette absurdité étaient des conspirationnistes pendant que les médias mentaient impunément.

À ces précédents malencontreux s'est ajoutée la suspicion causée par la concentration progressive des médias entre les mains de quelques-uns et par une proximité suspecte entre politiques et journalistes. Si les politiques cooptent les journalistes, c'est bien que ces derniers leur ont rendu service. Un soupçon de renvoi d'ascenseur qui ne sert pas l'image de la profession journalistique, avec pour résultat des hiérarchies bancales, destinées surtout à favoriser le fameux audimat. Ce qui a aussi multiplié les erreurs, liées au désir d'aller toujours plus vite, comme le faux décès de Martin Bouygues ou l'arrestation de Dupont de Lignon relayé par l'AFP, avant d'avoir vérifié l'information. Une suspicion grandissante s'installe à l'égard des médias et des journalistes et surtout un repli d'une partie de la population vers des sources alternatives d'information. Quand les citoyens ne croient plus l'information de leurs médias ni celle émanant d'organismes publics (Insee, Pôle emploi, pôle santé...), c'est le début du doute généralisé et potentiellement du chaos. Comment en sommes-nous arrivés à cette situation ? Il suffit de regarder la formation des journalistes pour se poser quelques questions. L'Étudiant de mai 2018 écrivait que le profil des étudiants de l'ESJ Lille, l'école de journalisme la plus cotée de France, est bien celle des premiers de la classe. La proximité apparente du monde politique et de l'élite journalistique est renforcée par le fait qu'ils sont issus des mêmes écoles. Deux tiers des reçus détiennent un M1 ou un M2 et 73 % ont obtenu la mention bien ou très bien au bac et viennent en majorité de Science-Po. Ils

ont souvent lu les mêmes livres ou bâti leurs opinions sur les mêmes références. Quelle similitude avec l'ENA et on peut s'en inquiéter quand on sait les dégâts causés à la France par cette école qui excelle dans la langue de bois et la pensée unique !

Aides aux médias : Il est temps de remettre tout à plat

La Cour des comptes a estimé dans son rapport de février 2018, que le montant total des aides aux médias est de 1,8 milliards d'euros. Si l'on inclut dans les dépenses de soutien aux médias la contribution de l'État au budget de l'audiovisuel public, ainsi que la contribution à celui de l'Agence France Presse, c'est plus de 4 milliards supplémentaires qu'il convient de prendre en compte.

Au total, près de 6 milliards d'euros d'argent public sont donc investis chaque année dans les médias en France.

L'efficacité des aides n'est pas démontrée dans la mesure où elles ne sont pas accompagnées d'exigences particulières des pouvoirs publics à l'égard des bénéficiaires, ni d'un contrôle très poussé sur leur utilisation. Ce sont des aides opaques, injustes et inefficaces qui produisent par contre une forme de dépendance à l'égard des pouvoirs publics qui n'est pas souhaitable dans une démocratie. En plus elles alimentent les comptes de grands groupes industriels et de milliardaires qui sont devenus propriétaires de médias qui peuvent être soupçonnés de les utiliser dans un objectif d'optimisation fiscale.

Une véritable liberté de la presse s'impose par la suppression des subventions publiques (c'est le cas en Suisse et en Grande Bretagne) et par une indépendance totale en matière éditoriale et financière. Le secteur de la presse n'est en rien différent des autres secteurs économiques et il doit être soumis à l'exigence de rentabilité, seul indicateur qui permet de mesurer l'adéquation du service aux besoins et aux désirs des consommateurs de médias. Supprimer également l'abattement fiscal forfaitaire dont bénéficient les journalistes sur les salaires car il contribue à alimenter les doutes de l'opinion sur l'indépendance des journalistes à l'égard du pouvoir politique, ainsi que les missions de l'AFP sur l'actualité internationale dont l'objectivité est loin d'être démontrée. Et quand l'AFP se trompe (cela arrive souvent), une majorité de la presse nationale diffuse l'erreur.

C'est un mauvais signal pour la démocratie et il est grand temps que le professionnalisme journalistique devienne l'emblème de ce qui réconciliera les médias avec l'ensemble des Français.

Hervé AZOULAY



Hervé AZOULAY : Ingénieur du Conservatoire National des Arts et Métiers, a été dirigeant dans de grands groupes internationaux (dont INTEL et SCHNEIDER ELECTRIC), co-fondateur de plusieurs entreprises innovantes, Business Angels, fondateur d'un des premiers réseau de Business Angels en France, Président d'un fonds d'investissement, Administrateur d'entreprises, Membre du Conseil de Surveillance, Président de sociétés et fondateur de plusieurs associations, intervenant dans de grandes écoles (dont Sciences Po et HEC), à l'université en France et à l'étranger (dont à Genève et à l'université de Renmin en Chine), auteur de nombreux ouvrages (dont un en Chinois « Les réseaux pour conquérir le monde » Ed. du Peuple Pékin) et de nombreuses Tribunes dans la Presse. Il est actuellement Président de la société ATHES Finance et Participations

Copyright obligatoire en cas de citation ou de transmission de cet article, vous pouvez le copier :

Hervé AZOULAY pour Observatoire du MENSONGE